



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2, Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

QUALISOL

851 Chemin de Carrel
BP 67
82102
82100 Castelsarrasin

Références : JCB/2024/1179
Code AIOT : 0006804657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement QUALISOL implanté ZAC du PROUXET 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du suivi de mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral du 29 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUALISOL
- ZAC du PROUXET 82400 Valence

- Code AIOT : 0006804657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe QUALISOL est une coopérative assurant la gestion d'environ 20 sites de collecte de céréales, deux localisés sur le département de Gers, un sur la Haute-Garonne et le restant sur le Tarn et Garonne. Ces divers établissements atteignent pour cinq d'entre eux un seuil de classement à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature ICPE, un est soumis à déclaration les autres demeurant en dessous des seuils de classement. Outre cette branche négoce de céréales, le groupe Qualisol exploite plusieurs magasins sous l'entité commerciale "GamVert". Le site de Valence d'Agen est l'un des sites à autorisation ICPE. Deux salariés sont nécessaires à son fonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives menées depuis la dernière inspection du 5 décembre 2023 permettent de lever la mise en demeure notifiée en avril 2024 par voie d'arrêté préfectoral. Les nouvelles demandes formulées devront faire l'objet d'une régularisation dans les délais accordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p>
Constats : <p>La surveillance des installations est effectuée par le chef de silo, nommé à cette fonction depuis plusieurs années. Un organigramme présenté en séance confirme cette nomination. Ce salarié dispose d'une expérience professionnelle adaptée et suit des formations au besoin. Toutefois, ces éléments de connaissance démontrant sa compétence ne sont pas formalisés et à disposition sur le site.</p> <p>La demande formulée lors de la précédente visite n'est que partiellement levée.</p> <p>Concernant la traçabilité des formations dispensées aux personnels, une attestation de formation conduite par l'organisme "ARVALIS" a été fournie suite à la précédente inspection. Ce document apparaît correctement renseigné et émargé. Toutefois, il référence une formation réalisée en 2020. Il est ainsi demandé à l'exploitant d'identifier et de procéder à une remise à niveau a minima concernant les formations utiles à son personnel pour la conduite en sécurité de ses installations (formations externes ou internes). ,</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit formaliser sur un support adapté et tenir à disposition de services de contrôle les documents démontrant et garantissant les compétences techniques et les connaissances des risques et des spécificités des équipements présents sur le site de la personne nommément désignée pour assurer la conduite des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
Constats : <p>Une procédure référencée "PRO-sec-17-A" en date du 11/12/2023 intitulée "procédure pour la conduite d'un silo stockeur en sécurité" a été fournie suite à la précédente inspection. Ce document associé à la procédure relative aux interventions réalisées par point chaud (PR06 "travaux par point chaud) répond aux termes réclamés par la réglementation.</p> <p>Concernant les activités de séchage, aucune consigne spécifique ni procédure particulière liées à ces activités n'ont été transmises à ce jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection et tenir à disposition sur site la procédure et autre consigne spécifique relatives aux activités de séchage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de</p>

l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<p>Constats :</p> <p>Le chef de silo et son collaborateur ont suivi plusieurs formations relatives à la gestion et la maîtrise du risque au sein des silos au cours de l'année 2024 dispensées en distanciel par l'organisme "LCA Solutions". Les attestations de suivi sont tenues à disposition sur site. Les thématiques abordées sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la conservation du grain; • la maîtrise des risques en silo; • la qualité au silo; • le séchage du grain. <p>En outre, une formation relative à l'accueil des saisonniers a été suivie par l'adjoint au chef de silo. Un livret d'accueil est d'ailleurs élaboré et présenté au saisonnier préalablement à leur prise de fonctions. Il est conseillé à l'exploitant de matérialiser une traçabilité concernant la présentation du livret d'accueil aux nouveaux arrivants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 4 transporteurs à bande. Lors de la dernière inspection, la conformité de 3 d'entre elles avait pu être démontrée.</p> <p>Un des deux tapis d'alimentation sur cellules ne disposait d'aucun justificatif de conformité à la réglementation applicable notamment en matière de prévention de propagation de flammes. Cet équipement a été remplacé et les justificatifs de conformité ont été fournis en séance (Bande de marque "Tranco" référencée BLAK 250/2-650-3+1GS(2A).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
Constats : <p>Une vérification des installations électriques a été effectuée par l'organisme "APAVE" en mars 2024. Le rapport associé est présenté en séance. Il fait état de 8 observations dont 2 récurrentes. Les actions correctives adaptées sont prévues. Un point précis est envisagé avec le vérificateur lors du prochain contrôle.</p> <p>Concernant la prévention relative aux courants vagabonds et à l'électricité statique, deux rapports suite à l'intervention de l'organisme "APAVE" sont présentés en séance suite à une intervention sur site d'août 2023.</p> <p>Ces documents font respectivement état de 1 et 4 observations.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit réaliser les actions correctives nécessaires de nature à solder l'ensemble des observations formulées par l'organisme vérificateur tant concernant ses installations électriques que les actions de prévention prises pour prévenir des risques inhérents aux courants vagabonds et à l'électricité statique.</p> <p>Il observe une vigilance particulière sur la fréquence des vérifications notamment relatives aux courants vagabonds et à l'électricité statique (périodicité annuelle).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
Constats : <p>Le site se compose de 14 cellules verticales béton. Chaque cellule est équipé de 2 lignes de 7 points de mesure de température de part et d'autre sur la hauteur de la structure.</p> <p>L'ensemble des sondes (2x7) de la cellule 7 fonctionne le jour de l'inspection. Il est toutefois constaté une défaillance de deux sondes sur la cellule 11. Cette anomalie est toutefois récente. Le restant des équipements, soit 12 autres sondes, placés sur la cellule de stockage est en état de fonctionnement.</p> <p>La procédure d'intervention en cas d'échauffement est à disposition sur site. Ce document a été transmis, au même titre que les autres procédures d'intervention, au SDIS local.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit s'assurer de l'efficacité et de la pertinence de son système de surveillance de la température équipant les différentes cellules du silo. Toute défaillance d'un équipement doit faire l'objet d'un remplacement dans les meilleurs délais. Le fonctionnement en mode dégradé avant réparation doit faire l'objet d'aménagement pertinent (surveillance visuelle renforcée, contrôle humidité et température des prélèvements sur la cellule concernée...)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- le plan des installations avec indication :- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;- et le cas échéant :- la procédure d'inertage ;- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : <p>Une consigne d'intervention pour la gestion des situations d'urgence a été finalisée en juin 2024. Ce document a été transmis aux services d'incendie et de secours locaux. Une analyse succincte des éléments reportés au sein de cette consigne semble satisfaire aux exigences réglementaires (plans, identification des moyens de lutte, identification des phénomènes dangereux...).</p> <p>En outre, des procédures relatives à l'inertage et l'intervention en cas d'auto-échauffement sont également finalisées et à disposition sur le site.</p> <p>Le site a également fait l'objet d'une étude "ATEX" au sein de laquelle les plans de zonages sont élaborés. Le contrôle de panneautage sur site n'a pas été effectué.</p>
Type de suites proposées : Sans suite